

# LES SCIENCES SOCIALES EN MUTATION



Sous la direction de  
**Michel Wieviorka**  
Avec la collaboration de  
**Aude Debarle et Jocelyne Ohana**



Éditions  
SCIENCES  
HUMAINES

Extrait de la publication





# **LES SCIENCES SOCIALES EN MUTATION**

**Coordination :** Emmanuelle Garcia  
**Conception de la couverture :** Rampazzo & Associés  
**Réalisation de la couverture :** Isabelle Mouton  
**Conception de la maquette intérieure :** Isabelle Mouton  
**Lecture, correction et mise en pages intérieure :** David Demartis  
**Iconographie :** Laure Teisseyre  
**Fabrication :** Natacha Reverre  
**Diffusion et promotion :** Nadia Latreche

**Diffusion Seuil Distribution Volumen**

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre Français du droit de Copie.

**Éditions Sciences Humaines, 2007.**  
38 rue Rantheaume, BP 256, 89004 Auxerre cedex  
ISBN 9782361061241  
[www.scienceshumaines.com](http://www.scienceshumaines.com)



# **LES SCIENCES SOCIALES EN MUTATION**

Sous la direction de **Michel Wieviorka**

Avec la collaboration de  
**Aude Marie Debarle et Jocelyne Ohana**

Éditions  
SCIENCES  
HUMAINES





# Avant-propos

Catherine Bréchnac  
Présidente du CNRS

**L**es sciences sociales en mutation : tel est le thème de cet ouvrage.

*En fait, ce ne sont pas uniquement les sciences sociales qui sont en mutation : toutes les sciences le sont. La science, qui prend racine dans le savoir, était après la Seconde Guerre mondiale plutôt synonyme de certitude, y compris pour les sciences humaines et sociales (SHS). Il existait une certitude de pensée. Les écoles pouvaient être différentes et divergentes, elles se rejoignaient toutefois sur un point : leurs hypothèses et leurs conclusions étaient formulées avec conviction. Aujourd'hui, la science est plutôt synonyme de questionnement, voire de doute et pour l'opinion publique son aura s'est muée en méfiance, engendrant des peurs irrationnelles.*

*Pour aborder ce changement profond de nos sociétés, cet ouvrage a pris le parti pertinent de retenir, pour l'essentiel, trois types de questions, les unes relatives aux outils d'analyse, d'autres aux enjeux actuels et futurs de la recherche en SHS, d'autres enfin, portant sur les relations avec les sciences dites « exactes », et en particulier, ici, celles de la cognition.*

*En sciences exactes, les nouveaux concepts sont toujours associés à de nouveaux outils. Il doit en être de même pour les sciences sociales : si la société est en mutation, les outils pour l'analyser, et même l'anticiper, doivent l'être aussi. Le déferlement de la vague des téléphones portables en constitue une illustration éloquent : ce phénomène n'avait pas été prévu, parce que les besoins des utilisateurs n'avaient pas été anticipés. Il est, à notre stade, important de repenser les fondamentaux de nos sociétés, et en particulier de réfléchir au lien social.*

*L'angle retenu dans cet ouvrage est celui du renouvellement. Au plus loin des idées de crise ou de déclin, ce livre s'attache à montrer qu'une mutation s'ébauche dans les SHS, qu'il s'agisse de leurs objets, de leurs paradigmes ou de leurs modes d'approche. Le renouvellement de la réflexion passe par la capacité des sciences sociales à penser leurs frontières et, au-delà du dialogue avec les sciences exactes, à se réorienter et à*

*se transformer en débattant avec la philosophie ou avec les sciences cognitives, bref, avec des chercheurs dont les appartenances disciplinaires se situent à leurs marges, quand elles ne les chevauchent pas.*

*Ces efforts passent souvent par l'articulation du travail théorique et du travail empirique, et cet ouvrage l'illustre bien, qu'il s'agisse de faire utilement le point sur les catégories de l'analyse et sur les méthodes, ou d'envisager des thèmes concrets, aussi importants que la religion, le travail ou les normes.*

*Le livre que nous propose la cinquantaine de chercheurs réunis par Michel Wieviorka est à la mesure de nos attentes. Les sciences sociales ont décidément un bel avenir devant elles.*

# Introduction

---

Michel Wieviorka

**L**e nombre de chercheurs en sciences humaines et sociales a comme explosé depuis les années 1960, dans les pays où elles étaient déjà bien installées, puis dans le monde entier. Cette évolution quantitative est en elle-même d'une importance considérable, ne serait-ce qu'en raison du lien étroit entre ces disciplines et la démocratie : les dictatures, les régimes totalitaires, mais aussi le règne de l'argent-roi interdisent, combattent ou méprisent ce qu'elles représentent.

## D'une rive à l'autre

Pourtant, c'est de leur contenu qu'il s'agit ici, et de ses changements. Car il n'est pas besoin d'une longue observation pour prendre conscience de la distance qui nous sépare des modes d'approche qui dominaient dans les années 1960 ou au début des années 1970. Cette distance peut elle-même être envisagée de deux manières distinctes. La première considère que des connaissances nouvelles ont été produites, que des méthodes, des théories, des instruments d'analyse, des paradigmes se sont ajoutés à ceux qui existaient alors, ou les ont affinés, et qu'il y a eu, avec éventuellement des hauts et des bas, et des moments d'incertitude, accumulation de savoirs et enrichissements des modes d'approche, quitte à ce que les rapports de force entre chacun d'eux se déplacent, les uns perdant de leur poids relatif, les autres en gagnant. Cette première façon de voir s'accommode bien de l'idée de crise, de « mauvaise passe » comme disait Karl Mannheim dans les années 1930 (dans *Idéologie et Utopie*), ou des propos de Robert Merton caractérisant toute l'histoire de la sociologie comme celle d'une « crise chronique » où s'opposent en permanence diverses doctrines.

Telle n'est pas ma perspective. Je privilégierai en effet l'idée d'une formidable mutation, au fil de laquelle les outils théoriques et les orientations d'il y a trente-cinq ou quarante ans se sont déstructurés et sont dans l'ensemble entrés en crise, tandis que des outils et des orientations nouvelles s'ébauchaient. C'est l'hypothèse de ce passage d'une rive à l'autre qui est à l'origine de cet ouvrage, et du colloque dont il est issu. Elle peut évidemment être mise en débat, et elle n'exclut pas que de forts

éléments de continuité puissent être soulignés – nous vivons trop souvent dans l'illusion, dans l'impression d'inventer, d'être dans la nouveauté, nous ignorons trop facilement l'apport de nos prédécesseurs. De plus, cette hypothèse ne s'applique certainement pas de la même manière d'une discipline à l'autre.

Les remarques introductives qui vont suivre ne sont donc rien de plus qu'une invitation à y réfléchir, il s'agit bien d'ouvrir une réflexion collective, et assurément pas de la clore. Il est possible qu'elles semblent encore trop marquées par mes propres appartenances – à un pays, la France, à une discipline, la sociologie, à une génération, celle qui s'est éveillée à la vie de la Cité en 1968 : le contenu même de ce livre n'en a pas moins été conçu en s'efforçant de lutter contre ce biais.

## L'apogée

Si je me projette une bonne trentaine d'années en arrière, au moment où je devenais moi-même un chercheur, il me semble d'abord qu'un assez grand optimisme régnait. Le climat était encore à la croyance dans le progrès et dans la science, à la confiance dans des modèles de développement – la planification n'avait pas encore été discréditée par l'échec soviétique. La pensée évolutionniste demeurait puissante, et avec elle l'idée d'une marche triomphante de la modernité et d'un futur meilleur pour l'humanité. Les succès des mouvements de libération et la décolonisation ne laissaient pas encore augurer de leur renversement ultérieur fréquent, vers des pouvoirs dictatoriaux ; on pouvait concevoir l'idée du déclin historique du racisme et de l'antisémitisme. Certes, les années 1960, le début des années 1970 n'ont pas pour autant constitué un âge d'or, et bien des pensées de l'époque, ou de référence, comme celle de Max Weber ou de l'École de Francfort pouvaient nous inviter à un certain pessimisme, ou à une critique plus ou moins inquiète. Mais dans l'ensemble, l'avenir semblait ouvert.

Cinq points majeurs me semblent avoir caractérisé alors les sciences humaines et sociales – les SHS.

En premier lieu, elles se développaient dans un univers intellectuellement « westphalien » – en référence au Traité de Westphalie (1648) qui sert souvent pour dater le point de départ de l'Europe des Nations et de leurs États. Elles s'organisaient et pensaient assez largement leurs objets dans le cadre de l'État-nation, ou dans celui, qui le prolonge, des relations dites « internationales ». Ceci était peut-être vrai, plus que partout ailleurs, pour la France – ce qui me conduit à redire à quel point j'ai conscience du risque d'ethnocentrisme qui pourrait menacer d'affaiblir mon propos. Mais enfin : même si Lucien Febvre et Marc Bloch, les fondateurs de l'École dite des *Annales*, ont pris assez tôt une certaine distance avec la nation, notamment parce qu'ils ont été choqués par la violence brutale et hautement meurtrière de la guerre de 1914-1918, partout, l'Histoire était avant tout un récit national, central dans l'éducation des enfants, comme l'a montré Marc Ferro (dans *Comment on raconte l'histoire aux enfants à travers le monde entier*, Paris,

Payot, 1981). L'anthropologie ou l'ethnologie dont les objets étaient lointains et le cadre des recherches distinct, précisément, de celui de l'État-nation occidental, s'organisaient à bien des égards pourtant en fonction de découpages, notamment ethniques, qui sont des inventions des États-nations colonisateurs, et non des réalités qui leur préexistaient nécessairement. La sociologie, quant à elle, s'intéressait à des « sociétés » dont le nom même était souvent interchangeable avec ceux d'État ou de nation.

Deuxième caractéristique : les SHS de l'époque entretenaient explicitement deux types principaux de rapport à la philosophie. Ou bien elles étaient structuralistes, hostiles à tout subjectivisme, au plus loin de toute philosophie du sujet et de la conscience ; elles n'hésitaient pas alors à proclamer la « mort du sujet », c'est ce que Luc Ferry et Alain Renaut appelleront la « pensée 68 » – une expression d'ailleurs malheureuse, il vaudrait mieux dire : la pensée pré et surtout post-68. Ou bien elles entendaient concilier la science – la leur – et la philosophie en introduisant le thème sinon du sujet, du moins de l'acteur, qui n'en est pas très éloigné. C'est ainsi que le marxisme, si présent dans les sciences sociales de l'époque, comportait deux familles principales de variantes, selon que ses promoteurs en appelaient ou non au rejet du sujet et qu'ils se réclamaient du Marx « de la maturité » ou au contraire du « jeune » Marx. Aux pensées qui affirmaient le primat du système, des instances, des appareils idéologiques ou coercitifs, des mécanismes plus ou moins abstraits et inconscients de domination, et de leurs éventuelles crises ou contradictions s'opposaient alors les efforts pour articuler, selon l'expression de Michel Crozier et Erhard Friedberg, l'acteur et le système.

Troisième caractéristique : les SHS de l'époque se posaient la question de l'engagement en distinguant principalement deux figures. Ou bien le chercheur était un « intellectuel » critique, engagé, éventuellement un compagnon de route d'un parti, qui participe à la vie de la Cité, à ses débats, à la limite comme militant, ou bien c'était un « professionnel », soucieux avant tout du jugement de ses pairs et dont l'horizon est délibérément circonscrit à la vie académique. Ceci valait pour certaines disciplines plus que pour d'autres, et dans certains pays plus que dans d'autres. En Europe de l'Ouest, on était plus volontiers un « intellectuel » qu'un « professionnel », aux États-Unis, c'était plutôt l'inverse par exemple, même si de hautes figures de nos disciplines, C. Wright Mills par exemple, y étaient engagées – un phénomène en fait ancien, on pourrait évoquer W.E.B du Bois ou John Dewey, et qui se poursuit aujourd'hui, avec entre autres les tenants des théories « post-coloniales » ou les marxistes comme Immanuel Wallerstein.

Quatrième dimension des SHS, liée aux précédentes : leur propension à proposer des théories à forte valeur générale, destinées à assurer l'intelligibilité de toutes sortes de phénomènes. À la limite, la théorie précédait l'étude concrète des faits, qui ne venait que conforter la justesse ou la validité de la théorie. On était anthropologue, sociologue, psychologue, linguiste, etc., mais on était aussi marxiste, fonctionnaliste, phénoménologue, culturaliste, structuraliste,

etc., sans parler des combinaisons de ces catégories, on s'inscrivait dans une orientation théorique générale qui laissait plus ou moins de place à la créativité du chercheur et qui tendait parfois à la métaphysique. Dans ce climat de confiance dans la science, et compte tenu de ce souci d'inscrire la recherche dans de grands cadres théoriques, une place importante était accordée aux études quantitatives, y compris s'il s'agissait d'étudier des phénomènes culturels.

Enfin, cinquième aspect des SHS de l'époque : elles accordaient une place non négligeable au conflit. Les chercheurs, dont on a vu qu'ils étaient pour certains engagés, s'inscrivaient souvent dans des orientations théoriques ouvertes à l'idée de conflit. Certains se donnaient pour objet même, ou pour préoccupation centrale les combats anti-colonialistes et nationalistes, les conflits de classe, les mouvements sociaux et politiques, la guerre froide. Et souvent, aussi, la question de l'État associée à celle du pouvoir était posée. Le politique était alors fréquemment pensé à l'articulation du social et de l'État.

Avec le recul du temps, il me semble que les années 1960 ont constitué un moment fort, l'apogée des sciences sociales telles qu'elles s'étaient ébauchées depuis un bon siècle. Une illustration extrême de cette remarque a été donnée par le travail monumental de Talcott Parsons, proposant d'intégrer dans une seule et même approche la pensée des plus grands auteurs classiques, à commencer par Max Weber et Émile Durkheim – une intégration qui s'est dé faite, précisément, au tournant des années 1960, comme l'a expliqué Alvin Gouldner, sur fond de mouvements d'étudiants et de protestations contre la guerre au Vietnam, et que Jeffrey Alexander sera le dernier à tenter de réélaborer au début des années 1970. Ajoutons que les efforts d'intégration intellectuelle de l'époque ont pu ici ou là prendre l'allure de tentatives pour affirmer le primat d'une discipline sur les autres. Les historiens des *Annales*, en France, et notamment dans l'institution qui m'accueille, l'EHESS, n'ont pas seulement fait de l'histoire une science sociale – ce qui n'est pas une conception universellement acceptée. En se réclamant, par exemple, de Marc Bloch (dans *Apologie pour l'histoire. Le métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1993, [1949]), ils ont proposé aux autres disciplines des SHS une dynamique conjointe dans laquelle l'histoire tenait le rôle central. Claude Lévi-Strauss, dans son *Anthropologie structurale*, a donné, lui la priorité à sa discipline, expliquant qu'« il faut et il suffit d'atteindre la conscience inconsciente, sous-jacente à chaque institution ou à chaque coutume, pour obtenir un principe d'interprétation valide pour d'autres institutions et d'autres coutumes » (p. 31), ce qui confère à l'ethnologie une place centrale, puisqu'elle étudie l'esprit et ses « activités inconscientes », l'histoire ne venant qu'ensuite, et la sociologie ne pouvant qu'observer la société de l'observateur, ou une société du même type. Et cette dernière, justement, lorsqu'elle se situait dans l'héritage d'Émile Durkheim, considérait que c'était autour d'elle que devait s'opérer l'unification théorique des sciences sociales.

## Changements

Nous n'en sommes plus là. Je vais le dire de façon évidemment sommaire pour les trois disciplines que je connais le mieux, avec l'idée qu'il ne doit pas en être très différemment pour les autres : tout a changé.

L'irruption de mémoires et la poussée d'identités collectives interpellent l'Histoire, la contestent, la concurrencent, parfois paralysent le travail des historiens, mais aussi le réaniment ou le stimulent. On le constate partout dans le monde, qu'il s'agisse par exemple des *Subaltern Studies* en Inde, puis de leur essor notamment aux États-Unis, des débats dans les pays sortis d'une expérience de dictature, d'apartheid ou de totalitarisme, des mobilisations pour la reconnaissance de crimes contre l'humanité – génocides, traite négrière, esclavage – et des travaux de plus en plus nombreux qui se réclament de la pensée post-coloniale, etc. Dans les cas les plus élémentaires, la mémoire exerce une pression sur l'Histoire en l'obligeant à intégrer des connaissances qu'elle ignorait, niait ou minimisait par exemple en privilégiant le point de vue des vainqueurs ; dans d'autres cas, c'est le lien de la Nation et de l'Histoire qui est mis en cause, en même temps que sont démentis les célèbres propos d'Ernest Renan expliquant, dans sa conférence de 1882 sur *Qu'est-ce qu'une nation ?*, que l'oubli et même l'erreur historique sont un facteur essentiel de la création d'une nation : « pour tous, disait-il, il est bon de savoir oublier ». Les grandes ambitions théoriques, dont l'École des *Annales* fut une des plus hautes expressions, ne semblent plus de mise, et moins encore le projet d'unifier les sciences sociales autour de l'Histoire. C'est ainsi qu'en 1988, la revue *Les Annales* témoignait d'une prise de conscience avec un texte important « Histoire et sciences sociales : un tournant critique » (p. 291-293) expliquant, notamment, que le projet initial d'une convergence des sciences sociales autour de l'histoire semblait remis en cause par l'affaiblissement des grands paradigmes des années antérieures, marxisme, structuralisme, etc.

L'anthropologie, qui s'était mise en place à l'époque de l'Occident triomphant, éventuellement pour le critiquer, se transforme également. Elle a appris à se débarrasser des représentations disqualifiantes ou esthétisantes des cultures dites dans le passé « primitives », à reformuler les termes de la relation du chercheur à son objet, à rejeter toute tentation orientaliste, à tenir compte du passé colonial, voire précolonial. Les grands systèmes théoriques ont là aussi laissé la place à une fragmentation, et on assiste à une démultiplication des objets, des lieux et des terrains d'études, y compris au sein des sociétés occidentales : la globalisation économique, on y reviendra, le tourisme de masse, les technologies nouvelles, les médias, la transnationalisation des religions et des cultures jouent ici un rôle déterminant. Du coup, sa relation avec d'autres disciplines se transforme, notamment s'il s'agit de la sociologie – ce qui n'est pas neuf, puisque par exemple Alfred Radcliffe-Brown considérait que l'anthropologie sociale ne faisait qu'un avec la sociologie, et même que l'expression était synonyme de sociologie comparative. Mais la question se repose aujourd'hui avec force. Ainsi, j'ai été frappé, à la lecture du dernier ouvrage de Maurice Godelier (*Métamorphoses de la parenté*, Paris, Fayard, 2004), de voir à quel point ce qu'il dit pourrait relever de la sociologie,

quand il explique qu'« on ne peut donc comprendre les rapports de parenté sans analyser les attributs sociaux qui s'attachent à chacun des sexes et les constituent en genres différents » (p. 87) – d'ailleurs, la conclusion du livre, sous le titre « Quel avenir pour quelles parentés » aurait parfaitement pu être rédigée par un sociologue. De même, des débats intéressants se déroulent en Inde aujourd'hui, un pays qui fut longtemps terre d'accueil pour des anthropologues venus de loin, du Royaume-Uni colonisateur notamment, et qui désormais compte ses propres chercheurs en SHS, nombreux, qui s'interrogent : peut-on faire de l'anthropologie de qualité lorsqu'on appartient à la société que l'on étudie, et que de nombreux sociologues, en l'occurrence indiens, l'étudient déjà ? Qu'est-ce qui sépare encore les deux disciplines dans ce pays « post-post colonial » ? La globalisation, mais aussi les phénomènes migratoires renforcent l'idée qu'on ne peut plus opposer comme par le passé un « eux » lointain à un « nous » présent, l'altérité hier la plus éloignée des sociétés occidentales y est aujourd'hui de plus en plus, et en même temps, présente et visible. L'anthropologie, de surcroît, est amenée à repenser la notion, toujours très discutée, de culture, et à examiner à nouveaux frais ses liens avec celle de territoire, elle s'intéresse par exemple à des catégories nouvelles pour elle comme celle de diasporas, à la ville, ou bien encore aux non-lieux chers à Marc Augé, aéroports, centres commerciaux, camps de réfugiés.

La sociologie a elle aussi profondément évolué en une trentaine d'années. Le marxisme a perdu l'essentiel de son dynamisme, même s'il garde, ironie de l'histoire, une réelle présence dans certaines universités américaines. Le structuralisme s'est affaibli, la pensée critique est devenue hypercritique, pensée, alors, du soupçon et de la dénonciation ; et ceux qu'inspiraient les approches post-modernes ont parlé de la fin des « grands récits », selon l'expression de Jean-François Lyotard. La plupart des sociologues se sont éloignés de la perspective des théorisations de portée générale, et quelques-uns ont parlé du vide social ou de la virtualité du monde objectif (Jean Baudrillard). Il faut dire que certains d'entre eux étaient particulièrement sensibles à l'existence de processus de désinstitutionnalisation, de crise et de déficit du politique, ou à l'épuisement des formes classiques de l'action collective, ne serait-ce qu'avec la sortie de l'ère industrielle classique, le déclin du mouvement ouvrier et la retombée des nouveaux mouvements sociaux apparus à la fin des années 1960 ou au début des années 1970. L'interactionnisme symbolique et les orientations qui en sont proches, la sociologie phénoménologique, l'École dite parfois de Palo Alto, l'ethno-méthodologie, ont frayé leur chemin dans la déstructuration du fonctionnalisme, tandis que l'individualisme méthodologique, surtout dans ses variantes les plus pures et dures, du type « *rational choice* », bénéficiait du climat général, favorable aux idées néo-libérales.

## Où en sommes-nous ?

Reprenons les cinq points qui ont retenu notre attention, mais cette fois-ci pour tenter de définir la situation actuelle.



Premièrement : nous n'avons pas abandonné le cadre de l'État-nation, ni celui des relations internationales. Mais depuis la fin des années 1970, avec une accélération liée à la fin de la guerre froide, et avec une inflexion liée aux attentats du 11 septembre 2001, la planète a semblé être dominée par l'économie, et la notion de « globalisation » rendre compte de cette domination. Le capitalisme financier, les logiques des marchés, les flux commerciaux apparaissent comme des forces qui se jouent des frontières et pèsent sur la vie sociale du dehors du cadre classique de l'analyse. Certains, tels Alain Touraine, y ont vu la source de la décomposition de l'idée même de « société », voire de la « fin du social » (voir par exemple son article « The Decline of the Social », *Sociology and Ideology*, éd. par Eliezer Ben-Rafael, Brill, Leiden, 2003, p. 41-52) ; d'autres, beaucoup plus nombreux, ont parlé alors de déclin inéluctable de l'État-nation, une idée très contestable, et qu'a affaiblie le retour de la guerre et de la violence au premier plan, avec les réactions américaines au terrorisme d'Al-Qaïda.

Une définition large de la globalisation ne se contente pas de ses aspects économiques, elle doit faire intervenir d'autres dimensions, qui les prolongent ou les complètent. Ainsi, les flux migratoires, aujourd'hui, débouchent non plus seulement, comme c'était généralement le cas dans le passé, sur des processus de plus ou moins grande dissolution des immigrés au sein d'un pays d'accueil, mais sur la formation de réseaux transnationaux ou de diasporas. La culture, elle aussi, se « globalise », c'est-à-dire qu'elle est tout à la fois elle-même « globale », et soumise aux forces de la globalisation, d'où l'ambivalence des analyses qui, d'un côté, soulignent l'homogénéisation mondiale de la culture sous hégémonie nord-américaine, et d'un autre côté, au contraire, insistent sur les logiques de repli des identités ou de fragmentation culturelle. De plus en plus, les cultures, sans pour autant se dissoudre, s'interpénètrent, en même temps que les identités se déplacent, s'hybrident éventuellement, se mélangent selon des processus multiples, à l'articulation du local et du planétaire. Il en va de même pour le droit, qui est confronté à des enjeux « globaux », crimes, flux financiers, d'information, etc., que les systèmes juridiques nationaux, même complétés par le droit international, ne peuvent suffire à aborder.

En fait, nombreuses sont désormais les recherches qui s'efforcent de penser « globalement » leurs objets. Il peut s'agir, par exemple, de réfléchir à la mobilité, aux réseaux, à la ville globale dont parle Saskia Sassen, au risque, lui aussi « global » à tous les égards, comme l'a expliqué Ulrich Beck dès les années 1980, aux nouvelles technologies et, pour reprendre une célèbre expression de David Harvey, à la double compression du temps et de l'espace qui va de pair avec la globalisation. Il peut s'agir encore d'analyser des phénomènes religieux comme l'islam ou les Églises protestantes, de promouvoir une histoire « globale », ou, on me permettra d'évoquer mes propres travaux, d'aborder le terrorisme ou l'antisémitisme comme « globaux ».

À chaque fois, une idée me semble s'imposer : est « global » ce qui, dans les faits comme dans l'analyse, conjugue des dimensions mondiales, planétaires, transnationales, et des dimensions locales ou nationales ; est « global » ce qui relève de l'imbrication du dedans et du dehors, des logiques internes et des logiques externes au cadre de l'État-nation, et non pas de leur séparation. Ce qui ne signifie nullement que tout trouve sa place dans la globalisation ; celle-ci, au contraire, produit aussi du rejet, de la mise au rebut, des travailleurs « jetables », des malades africains du Sida non pris en compte parce qu'ils sont sans ressources, etc. De plus, l'univers de la globalisation n'est pas réductible à l'image de la jungle, dépourvue de tout principe de structuration. Des réseaux y jouent un rôle important, et les espaces supranationaux sont peuplés d'organisations qui jouent un rôle croissant, en matière juridique, politique, culturelle, sociale, et pas seulement de régulation économique. Des ONG participent en grand nombre à la globalisation, et pas uniquement à sa contestation ou à son refus, et le mouvement altermondialiste apporte une conflictualité qui contribue elle aussi à articuler, globalement, espaces nationaux et espaces supranationaux.

Tout ceci débouche sur des modes d'approche qui ne sont pas nécessairement nouveaux : la globalisation des sciences sociales n'a pas attendu les années récentes, certains objets sont « globaux » depuis fort longtemps, la religion par exemple, et les traditions intellectuelles sont depuis longtemps à la fois inscrites dans des contextes nationaux, et ouvertes au mouvement général des idées. Mais il me semble que les quinze ou vingt dernières années ont considérablement accentué cette dimension.

Deuxième caractéristique : la montée en puissance du sujet. La catégorie n'est évidemment pas neuve, mais d'une part, elle s'éloigne désormais de ses définitions plus anciennes, qui insistent sur l'idée d'assujettissement (le sujet comme soumis à l'autorité d'un souverain), et d'autre part, elle ne renvoie plus à l'idée qui fait de lui ce qui est simplement soumis à observation, comme dans la psychologie expérimentale des années 1950 ou 1960. Le sujet d'aujourd'hui est ce qui échappe aux logiques des systèmes, du souverain, de Dieu, d'une communauté et de sa loi, ou qui y résiste, il est, c'est en tout cas ainsi que je le définis, capacité d'agir, « caractère créateur, dit Hans Joas, de l'agir humain » (dans *La Créativité de l'agir*, Paris, Cerf, 1999 [1992]). Le sujet n'est pas l'acteur, il est ce qui rend capable d'être acteur, si les conditions le rendent possible, il est ce qui permet d'agir, de construire son expérience, de la maîtriser, du moins jusqu'à un certain point.

Le constat me semble difficilement contestable. Les chercheurs qui étudient les phénomènes religieux notent que les acteurs expliquent eux-mêmes souvent leur religion comme un choix personnel, une décision hautement subjective – si je suis musulman, disent par exemple des jeunes des « banlieues » françaises, c'est mon choix, et non la reproduction simple de la religion des parents et des ancêtres ; ceux qui s'intéressent au corps et au rapport au corps notent que des pratiques comme la danse, l'expression corporelle, le tatouage, etc., relèvent d'une affirmation du

sujet, qui entend maîtriser sa corporéité, et user de sa capacité créatrice – ce qui rompt avec un principe central de la modernité plus classique, qui tend à séparer le corps et l'âme, la nature et l'esprit. Le corps est « à soi ». Les chercheurs qui étudient la maladie montrent qu'une tendance puissante à l'œuvre aujourd'hui consiste à refuser qu'on sépare le traitement de la maladie de celui du malade et de sa souffrance, physique et morale. Plus largement, les questions de souffrance psychique mentale, de dépression, de stress, de « fatigue d'être soi » selon l'expression d'Alain Ehrenberg, imposent que soit discutée, sinon utilisée la référence au sujet. Ceux qui se préoccupent d'éthique, dans des situations concrètes où des décisions de vie et de mort doivent être prises, ou à propos du clonage humain, se réfèrent plus ou moins explicitement à une notion de sujet. Il en va de même s'il s'agit d'étudier la famille, surtout là où elle apparaît comme un espace démocratique où chacun, y compris les très jeunes, voit sa subjectivité reconnue, la mobilité, la consommation, ou bien encore le travail et la façon dont l'intégrité physique et morale du salarié peut être affectée – c'est ainsi que je lis par exemple Richard Sennett dans sa critique du capitalisme flexible.

Si on accepte ce point de départ, il faut admettre que la notion de sujet (et bien des notions proches, comme celles d'individu, d'individuation, d'individualisme) suscite bien des questions. Les unes portent sur sa définition même : on pourrait dire du sujet ce que Max Weber dit de l'individualisme (dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, trad. par J.-P. Grossein, Paris, Gallimard, 2003, p. 107) – à savoir que la notion recouvre « les choses les plus hétérogènes qu'on puisse imaginer ». Par exemple : faut-il y voir un principe opérant en amont du social, non social – ce qui risque de nous écarter du b.a.-ba des sciences sociales à la Durkheim, lorsqu'il postule qu'il convient d'expliquer le social par le social ? N'est-ce pas plutôt une construction qui s'effectue au fil de l'expérience, avec des processus de subjectivation et de désobjectivation ? Est-ce un attribut quasi anthropologique de tout individu, une virtualité, ou le fruit d'une praxis, pour reprendre une expression devenue un peu désuète ? Autrement dit : le sujet se fonde-t-il lui-même, dans l'action, ou est-il un donné qui précède à l'action ? Par ailleurs, n'y a-t-il de sujet que dans la reconnaissance de la réciprocité – je ne suis sujet qu'en admettant que tout être humain doit pouvoir l'être tout autant –, ne faut-il pas intégrer dans la définition du sujet, la part de ce que j'ai appelé l'anti-sujet (dans *La Violence*, Paris, Hachette-Pluriel, 2005) avec ses dimensions destructrices, de violence, de cruauté ?

D'autres questions renvoient aux implications, pour les SHS, de cette montée en puissance de diverses thématiques du sujet. Ne risque-t-elle pas de psychologiser à outrance le travail de recherche, en dissociant l'analyse du sujet de celle des systèmes, ou bien encore de réduire la vie sociale à l'image de l'addition, de la rencontre ou du choc des subjectivités personnelles ? Peut-on intégrer la prise en compte de la subjectivité personnelle au sein d'approches raisonnant en termes d'intersubjectivité, comme celle que propose Jürgen Habermas quand il nous invite à penser la discussion argumentative entre individus ? D'autres questions encore nous renvoient aux relations que des approches en termes de sujet peuvent

entretenir avec des domaines du savoir, soit très proches, je pense en particulier à la psychanalyse, ainsi qu'à certains courants de la philosophie politique, soit qui, au contraire pourraient à première vue en sembler éloignés, je pense en premier lieu à la biologie, aux neurosciences et, au carrefour des unes et des autres, aux sciences cognitives. Dans le premier cas, j'évoquerai un domaine que je connais bien, celui de l'étude des différences culturelles et de leur place dans la Cité : les sciences sociales, au sens étroit de l'expression, ont été ici à la traîne de la philosophie politique, dont les débats ont été initiés à partir de la publication par John Rawls de *Theory of Justice* en 1971. Aujourd'hui encore, les figures les plus décisives autour de tels enjeux sont pour la plupart des philosophes. Et plus la notion de sujet devient centrale dans nos réflexions, et plus celles-ci doivent intégrer ou discuter l'apport de la philosophie. Par ailleurs, dans le deuxième cas (neurosciences et sciences cognitives – entre lesquelles s'opère un « va-et-vient constant » selon l'expression de Michel Imbert, dans *Introduction aux sciences cognitives*, Daniel Andler (dir.), Paris, Folio, nouvelle éd., 2004, p. 56) – divers éléments ont semblé placer les sciences cognitives à l'intersection des sciences « dures » et des SHS, à commencer par la psychologie. Cette position à la croisée des disciplines, sensible au début des années 1990, semble mise en cause chaque fois que les sciences cognitives accordent un primat absolu à la mathématisation, à l'idée que toutes les conduites sociales peuvent être modélisées et numérisées, ou lorsque leurs programmes de recherches sont dominés par la technologie, par exemple avec l'imagerie médicale, et que l'« effet gravitationnel exercé par les neurosciences », selon les termes de Daniel Andler (*op. cit.*, p. 668) les rapproche de la sphère médicale, et les éloigne des SHS. Mais la place qu'occupent désormais les émotions dans la sphère publique, dans les SHS comme dans les sciences cognitives, le retour de la mémoire, y compris dans le débat public, l'importance du thème de la personnalité ou l'épuisement des dichotomies propres à la modernité classique – cœur/raison, corps/esprit – donnent à penser que les sciences cognitives peuvent garder un lien, ou un ancrage du côté des SHS. Il pourrait en être ainsi, par exemple, pour réfléchir aux représentations, ou bien encore pour penser la souffrance mentale : plutôt que de s'enfermer dans l'opposition entre un sujet « cérébral », ce qui nous rapproche des neurosciences, et un sujet « parlant », ce qui nous rapproche de la psychanalyse, ne pouvons-nous pas formuler autrement les questions des rapports entre un sujet qui risque fort d'être défini hors de toute subjectivité, et donc d'être naturalisé pour devenir un « soi objectif », et un autre, qui risque fort d'être, au contraire, malade ou souffrant de sa propre subjectivité ?

Le thème du sujet est devenu incontournable, et avec lui, des interrogations multiples qui se jouent au cœur des SHS, surtout s'il s'agit de réfléchir à leur unité, mais aussi à leurs frontières, là où elles doivent penser leurs relations avec d'autres disciplines.

De la globalisation au sujet, dira-t-on, l'écart est gigantesque. Livrée à elle-même, la pensée qui se limiterait à la première risque de nous débarrasser de toute idée d'action, ou de la réduire au seul jeu de quelques forces globales, à commencer par

# Ouvrages parus chez le même éditeur

## Ouvrages de synthèse

- Les Sciences humaines. Panorama des connaissances, Jean-François Dortier, 1998.
- L'Histoire aujourd'hui, Jean-Claude Ruano-Borbalan (coord.), 1999.
- Philosophies de notre temps, Jean-François Dortier (coord.), 2000.
- L'Économie repensée, Philippe Cabin (coord.), 2000.
- La Sociologie : histoire et idées, Philippe Cabin et Jean-François Dortier (coord.), 2000.
- Éduquer et Former. Les connaissances et les débats en éducation et en formation, Jean-Claude Ruano-Borbalan (coord.), 2001 (2<sup>e</sup> éd. refondue et actualisée).
- Le Langage : nature, histoire et usage, Jean-François Dortier (coord.), 2001.
- Le Pouvoir : des rapports individuels aux relations internationales, Bruno Choc et Jean-Claude Ruano-Borbalan (coord.), 2002.
- Familles : permanence et métamorphoses, Jean-François Dortier (coord.), 2002.
- La Culture : de l'universel au particulier, Nicolas Journet (coord.), 2002.
- Le Cerveau et la Pensée. La révolution des sciences cognitives, Jean-François Dortier (coord.), 2003 (2<sup>e</sup> éd. actualisée et augmentée).
- Le Moi : du normal au pathologique, Gaëtane Chappelle (coord.), 2004.
- Identité(s) : l'individu, le groupe, la société, Catherine Halpern et Jean-Claude Ruano-Borbalan (coord.), 2004.
- La Communication : état des savoirs, Philippe Cabin et Jean-François Dortier (coord.), 2005 (2<sup>e</sup> éd. actualisée).
- Les Organisations : état des savoirs, Philippe Cabin et Bruno Choc (coord.), 2005 (2<sup>e</sup> éd. actualisée).
- La Religion. Unité et diversité, Laurent Testot et Jean-François Dortier (coord.), 2005.
- L'Individu contemporain. Regards sociologiques, Xavier Molénat (coord.), 2006.
- Les mécanismes de la Violence. États, institutions, individu, Régis Meyran (coord.), 2006.

## Hors-collection

- Le Dictionnaire des sciences humaines, Jean-François Dortier (dir.), 2004.
- Une Histoire des sciences humaines, Jean-François Dortier (dir.), 2006.
- La Bibliothèque idéale des sciences humaines, Martine Fournier (dir.), 2006.

## Essais

- L'Homme, cet étrange animal... Aux origines du langage, de la culture et de la pensée, Jean-François Dortier, 2004.
- La Planète disneylandisée. Chroniques d'un tour du monde, Sylvie Brunel, 2006.

## Les Dossiers de l'Éducation

- Les Mutations de l'école : le regard des sociologues, Martine Fournier et Vincent Troger (coord.), 2005.
- L'Intelligence de l'enfant : le regard des psychologues, Martine Fournier et Roger Lécuyer (coord.), 2006.
- Une Histoire de l'éducation et de la formation, Vincent Troger (coord.), 2006.

Si vous désirez être informé(e) des parutions  
des *Éditions Sciences Humaines* :

*Sciences Humaines*, 38 rue Rantheaume,  
BP 256, 89004 Auxerre Cedex.

Tél. : 03 86 72 07 00 / Fax : 03 86 52 53 26  
[www.scienceshumaines.com](http://www.scienceshumaines.com)